La tentation de l'immobilisme

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/522>

DOI : 10.4000/rea.522

ISBN : 978-2-8218-0864-5

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « La tentation de l'immobilisme », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 84 | décembre 2007, mis en ligne le 17 juin 2008, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/522>

La tentation de l'immobilisme

Au troisième trimestre, le PIB allemand a crû de +0,7 % en données CVS par rapport au second, selon Destatis. De ce fait, malgré un léger ralentissement en comparaison de 2006, une année particulièrement favorable avec une hausse de +2,9 % du PIB, l'année 2007 devrait enregistrer une croissance de l'ordre de +2,6 %. Les prévisions des instituts de conjoncture, qui ont remis leur rapport d'automne en octobre, et celles du Conseil des Sages qui ont présenté leur rapport annuel en novembre, concordent sur ce point. Et s'ils sont un peu moins optimistes pour 2008 (leurs estimations s'établissent aux alentours de +2 %, tout comme celle du gouvernement fédéral ou de l'OCDE), la plus faible dynamique attendue signifie tout au plus « *une pause* » selon les Instituts et « *ne laisse présager en rien une stagnation* », comme conclut le Conseil des Sages. Car si le ralentissement de la demande mondiale, la flambée des prix des matières premières, la dépréciation du dollar, les turbulences sur les marchés financiers et même une fiscalité nationale plus restrictive affecteront l'économie allemande, celle-ci « *n'est pas en situation de fragilité* » (Instituts). Ses fondamentaux se sont nettement consolidés au cours des deux dernières années.

Dans un environnement mondial moins porteur que par le passé, c'est désormais la demande intérieure qui tire la croissance et contribue à stabiliser l'emploi. L'Allemagne n'en perd pas pour autant son titre de 'championne du monde à l'export', confirmé cette année encore par l'OMC, malgré la montée en puissance de la Chine. La balance commerciale allemande reste largement positive, ce qui est dû en grande partie à la répartition des activités sur l'échiquier international (voir REA 83/07) : la chute des ventes aux USA au cours du 1^{er} semestre a été nettement compensée par leur hausse au sein de la zone Euro (et de l'UE en général), de même qu'à destination de la Russie et de la Chine. Ce positionnement contribuera à une bonne tenue de l'export l'an prochain, même si la demande américaine recule plus que prévu. D'autant que l'industrie allemande a connu une forte hausse des entrées en commande dans les biens d'investissement au cours de 2007.

Les investissements, qui avaient amorcé leur reprise en 2006 avec une hausse de 7,4 % par rapport à 2005 (Destatis), seront restés soutenus en 2007, pour deux raisons principalement : la forte demande extérieure et intérieure avait contraint les entreprises à accroître leurs capacités de production ; la fin du régime dégressif d'amortissement, programmée pour le 31-12-2007, les avait incitées à anticiper leurs investissements d'équipement. Or elles les ont largement financés sur fonds propres, comme l'atteste l'évolution de l'emprunt : après un premier semestre négatif, il n'a augmenté que de 1,5 % au second. La hausse des taux du crédit n'a pas affecté les entreprises allemandes. Si un léger ralentissement des investissements se dessine pour 2008, c'est dû essentiellement à la modification du régime des amortissements et à la réforme de la fiscalité des entreprises (voir dans ce numéro) qui privilégie désormais les investissements financiers, expliquent les Instituts.

Les fondamentaux sont bons : export...

... investissement...

Prévisions des instituts de conjoncture et du Conseil des Sages

<i>Instituts</i>				<i>Conseil des Sages</i>		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
<i>(variation en % par rapport à la même période de l'année précédente)</i>						
PIB	2,9	2,6	2,2	2,9	2,6	1,9
Consommation privée	1,0	-0,1	1,9	1,0	-0,1	1,7
Consommation publique	0,9	1,8	2,0	0,9	2,0	1,7
Investissements bruts en biens d'équipement	8,3	10,1	5,0	8,3	10,7	3,4
Demande intérieure	1,9	1,5	2,1	1,9	1,5	1,9
Exportations	12,5	7,8	6,5	12,5	8,2	6,0
Importations	11,2	6,0	6,9	11,2	6,5	6,5
Prix à la consommation (2000 = indice 100)	1,7	2,1	2,0	1,7	2,1	2,0
Coûts salariaux unitaires	-1,1	-0,7	1,3	-	-	-
<i>(état)</i>						
Déficit public en % du PIB	-1,6	0,1	0,3	-1,6	0,0	0,2
Actifs (en millions)	39,1	39,8	40,1	39,1	39,8	40,1
Chômeurs indemnisés (en millions)	4,5	3,8	3,4	4,5	3,8	3,5

Source des données : Rapport d'automne des instituts de conjoncture (Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose ; voir REA 83/07), en date du 18-10-2007 et Rapport annuel du Sachverständigenrat en date du 07-11-2007.

Même si la consommation privée, bien que ralentie au premier trimestre 2007 du fait de la hausse de la TVA, s'est améliorée par la suite, elle n'en aura pas moins stagné sur l'ensemble de l'année, les Allemands préférant reconstituer leur épargne. Surtout, ils ont vu leur revenu disponible fondre avec la très forte hausse – commune à tous les Etats

... consommation et emploi

membres, comme le rappelle la BCE –, des carburants (+7 % en moyenne d'octobre à novembre ; Destatis), du fuel domestique (+11,5 %) et de produits alimentaires comme le lait (+ 20 %) ou le beurre (+50 %). Si le taux d'inflation officiel a atteint 3 % en novembre (en Allemagne comme dans l'ensemble de la zone euro, d'ailleurs, relève la BCE), il n'a été que de 2,1 % hors carburants et fuel. Plus importante pour la consommation est l'inflation ressentie qui, elle, s'établit à 7,5 %. C'est essentiellement ce facteur psychologique qui risque de tasser en 2008 l'essor d'une consommation que tire par ailleurs l'embellie sur le marché de l'emploi : le nombre d'emplois soumis à cotisations sociales a augmenté de près de 700 000 depuis 2006, et devrait encore s'accroître de 300 000 en 2008 (Conseil des Sages). Quant aux salaires effectifs, en hausse modérée en 2007 (+1,5 %), ils devraient augmenter de +3,7 % dans le cadre des négociations conventionnelles 2008. Mais les revenus disponibles ne croîtront que de +1,7 % (Instituts) étant donné que si le taux de cotisation chômage est abaissé à 3,9 % au début de l'année (contre 4,2 % actuellement), celui de l'assurance dépendance passera de 1,7 % à 1,95 % à l'été ; quant à l'impôt progressif sur le revenu, il augmentera mécaniquement avec l'inflation.

Confiance des entreprises dans l'environnement économique

Ce « *comeback économique* » (Conseil des Sages) est le fruit d'une longue politique de réformes menée par les entreprises, les partenaires sociaux et les gouvernements successifs. C'est cette compétitivité retrouvée – ce « dividende des réformes » – comme l'appellent les Sages qui explique la bonne tenue de l'indice ifo malgré un regain de prudence. Tout à l'inverse de cet indice qui mesure le climat de l'industrie, l'indice de l'institut ZEW atteint son niveau le plus bas depuis 1993 – mais il mesure, quant à lui, le climat des analystes et des milieux financiers. L'économie réelle, en tout cas, reste optimiste, comme le révèle aussi le sondage réalisé en novembre par l'Institut der Deutschen Wirtschaft auprès des entreprises : elles s'attendent à une hausse de leur production (45 %), de leurs exportations (39,8 %) et de leurs bénéfices (36,2 %) ; elles comptent investir (41 %) et embaucher (33,8 %). La dépréciation du dollar n'est considérée comme un risque que par 15 % d'entre elles, la flambée des prix des matières premières les inquiétant plus (42 %). Et si le moral des PME industrielles, mesuré cet automne par la fédération BDI, est en baisse, cela est dû au poids d'une 'paperasse' jugé handicapant par 96 % d'entre elles et à un manque de main d'œuvre qualifiée dangereuse pour leur compétitivité.

Mais de graves inquiétudes quant à la nouvelle politique économique

Mais ce qui inquiète en priorité acteurs économiques et experts, c'est le ralentissement des réformes et la tentation grandissante de revenir en arrière sur les principaux acquis. A la mi-octobre, quatre grandes fédérations allemandes impliquées dans les prises de décisions politiques (industrie, patronat, chambre des métiers et CCI) avaient lancé un vibrant appel public aux partis de la coalition : « *Ne revenez pas en arrière sur les réformes ! Ne cassez pas la dynamique de reprise !* ». Les instituts, dont le rôle consiste à apporter une analyse scientifique de l'évolution conjoncturelle, se contentaient de recommander : « *il convient maintenant que la politique économique évite de conclure de la bonne tenue conjoncturelle que ses efforts pour le retour de la croissance sont suffisants. Elle ne peut certes pas empêcher les ralentissements cycliques, mais elle a toutes les cartes en main pour influencer la croissance en tendance* ».

LE MESSAGE DU CONSEIL DES SAGES, dont la mission est aussi d'évaluer les politiques menées, est plus ferme, comme le montre le titre de son rapport : « *Ne pas remettre en jeu l'acquis !* ». Alors même que le gouvernement a retrouvé une plus grande marge de manœuvre depuis que le déficit est ramené à zéro et que la croissance accroît l'encours fiscal, il devrait saisir cette chance pour poursuivre les réformes structurelles au lieu de multiplier, à mi-mandat, des mesures « *qui tiennent plus du clientélisme économique et de l'actionnisme social* ». La mise en garde est ferme : les milieux politiques sont tentés aujourd'hui de « *commettre le même genre d'erreurs que lors de la forte croissance des années 1999 et 2000* ». Au lieu de profiter de cette chance pour mener les réformes de fond, le gouvernement Schröder « *était revenu en arrière sur les réformes justifiées du gouvernement précédent au motif qu'elles étaient superflues et injustes socialement* ». Ce n'est que lors de la récession suivante qu'il avait lancé l'*Agenda 2010*. Se contenter d'une réduction du déficit ne suffit pas, et d'autres projets sont gravement contre-productifs : revenir en arrière sur la retraite à 67 ans ou sur la réduction à 12 mois du versement des allocations chômage dans le cadre des lois Hartz (mesure adoptée), re-réglementer un marché du travail toujours trop rigide, ou créer un salaire minimum légal pour les services postaux (voté par le Bundestag le 14-12-07) puis l'étendre de proche en proche ... Ces mesures « *à courte vue* » ne remettent certes pas en question la croissance actuelle, mais développeront leurs effets négatifs dès la prochaine phase de ralentissement. Une « *politique des petits pas* » aussi peut être une bonne politique, mais « *à condition que ces petits pas aillent dans le même sens et soient guidés par une vision d'ensemble* », concluent les Sages.

Isabelle Bourgeois (14-12-2007)